



Bourse Uemoa

Commerce

• (Page 03)

Lutte contre la menace terroriste

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Le renouveau des marchés au Togo

Perspectives économiques des initiatives stratégiques du Togo

Propagé depuis le Sahel, le terrorisme a atteint le Togo notamment la région des Savanes frontalière avec le Burkina Faso ... • (Page 02)

Bourses

Les marchés se calment après un lundi noir

Ils tentent de se persuader aujourd'hui que les craintes d'une violente récession aux États-Unis étaient infondées. Les Bourses japonaise et européennes ... • (Page 08)

Tournée nationale L'ARCEP et les opérateurs à l'écoute des consommateurs

Au Togo, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) a lancé la 4ème édition de sa tournée nationale ... • (Pages 04)

États-Unis

Google condamné pour avoir instauré un monopole

Le géant du web a notamment été épinglé pour des pratiques portant sur son moteur de recherche, imposé comme logiciel par défaut sur des ... • (Page 08)

Appui budgétaire

Le FAD octroie un prêt de 60 millions de dollars au Bénin

Outre l'amélioration du climat des investissements, l'appui budgétaire permettra au Bénin d'investir dans le secteur agro-industriel, essentiel ... • (Page 06)



Togo / transformation agro-alimentaire • (Page 04)

26 millions de dollars pour développer les filières agricoles

Togo/ Santé

Une campagne de traitement contre les maladies tropicales négligées

Du 06 au 17 août 2024, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique du Togo, en collaboration avec l'Organisation Mondiale de ... • (Page 11)



DOCTOR OF BUSINESS ADMINISTRATION (DBA)
Devenez le stratège dont le monde des affaires a besoin avec notre DBA!

Décrochez une bourse de 60%

<https://bit.ly/BOURSEGUSTDBA>

direction@career-academyinstitute.com +228 92498888

Lutte contre la menace terroriste

Perspectives économiques des initiatives stratégiques du Togo

Propagé depuis le Sahel, le terrorisme a atteint le Togo notamment la région des Savanes frontalière avec le Burkina Faso. En effet depuis 2021 cette zone du pays est confrontée à une situation sécuritaire précaire avec des impacts directs sur l'économie locale et le bien-être des populations. Face à la situation, le gouvernement n'est pas resté inactif. En plus de l'option militaire engagée quelques années plutôt, l'Etat a multiplié des programmes pour accroître la résilience de la population.

• Joël Yanclou

Au titre de ces programmes, on a la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent (2022-2026) ; le Programme d'urgence pour la région des savanes (PURS) qui ont le potentiel de créer un environnement plus stable et propice au développement économique. Désenclavement des localités de la région des Savanes à travers l'aménagement de 125 km de pistes rurales, la réalisation d'infrastructures de base, l'extension de l'accès à l'eau et à l'électricité, le renforcement des services sociaux de base (santé, éducation, administration territoriale, sécurité...), ou encore l'appui à la transformation des produits agricoles sont entre autres initiatives mises en œuvre dans le cadre de ces différents programmes pour réduire, les facteurs de vulnérabilité des jeunes et des femmes. Améliorer les conditions de vie des populations dans la région des Savanes, stimu-



ler l'activité économique et créer des emplois, mettre en place des infrastructures et faire la promotion de la cohésion sociale sont autant d'aspects de ces différents programmes qui visent à contribuer à lutter contre la menace terroriste sans oublier les opérations militaires. Ces dernières sont d'ailleurs particulières car elles intègrent également des composantes sociales afin d'amener les populations à être des alliés objectifs dans la lutte contre les criminels. Les efforts du Togo pour contrer le terrorisme ont le potentiel d'ouvrir la voie à des partenariats internationaux. Les organisations

internationales, les bailleurs de fonds et les partenaires régionaux pourraient être plus enclins à investir dans le pays si les initiatives de sécurité montrent des résultats positifs. Cela pourrait renforcer les capacités locales et favoriser un développement économique inclusif. En s'attaquant aux causes profondes de l'extrémisme violent et en améliorant la sécurité, le Togo contribue à une stabilité régionale plus large. Cette stabilité est bénéfique non seulement pour le Togo mais aussi pour ses voisins, ce qui peut renforcer les relations économiques et commerciales régionales et favoriser un climat d'investissement plus favorable. Les initiatives stratégiques du Togo représentent une réponse intégrée et proactive aux menaces terroristes, avec un impact potentiel sur le développement économique et la stabilité régionale. Ce qui peut contribuer à une croissance économique durable et à une meilleure résilience face aux défis futurs. Cependant, leur succès dépendra de la mise en œuvre effective des stratégies et de la capacité à maintenir un engagement continu en faveur de la paix et de la stabilité.



Image du jour

“ Depuis l'adoption de l'allaitement exclusif, mon enfant ne tombe plus malade ”

Diallo Noforé
Karsone, Dapaong

unicef | pour chaque enfant

AUX DECIDEURS ...

Végétalisation urbaine & résilience climatique

Les solutions fondées sur la nature sont des actions qui utilisent la nature pour résoudre des problèmes environnementaux. Dans les villes, par exemple, on peut créer une zone humide à proximité d'un groupe de bâtiments pour absorber les eaux de crue ou construire des trottoirs perméables.

C'est un problème car d'ici 2050, les villes africaines abriteront 950 millions de personnes supplémentaires. L'urbanisation rapide est l'une des principales menaces environnementales, qui entraîne la déforestation et la dégradation des terres. Les bâtiments urbains développent une empreinte écologique qui empiète sur les ressources naturelles et affecte les services écosystémiques environnants.

Les villes africaines sont également exposées aux effets du changement climatique. Environ 70 % d'entre elles sont exposées aux inondations, aux vagues de chaleur urbaines, à la sécheresse et aux tempêtes.

En vertu de l'Accord de Paris, tous les pays ont des contributions déterminées au niveau national. Il s'agit de plans d'action climatique qui définissent la manière dont les pays réduiront leurs émissions de gaz à effet de serre et commenceront à s'adapter au changement climatique. Les pays doivent rendre compte de leurs progrès à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Sintayehu W. Dejene, Chef de projet de recherche à l'Alliance Bioversity et au Centre international d'agriculture tropicale, CGIAR et professeur associé d'écologie de la production et de conservation des ressources, Organisation du système CGIAR et Razak Kiribou, Doctorant, Centre d'excellence africain pour l'agriculture intelligente face au climat et la conservation de la biodiversité, Université Haramaya, ont évalué les rapports des 54 pays africains afin d'identifier les preuves et les tendances en matière de solutions fondées sur la nature sur le continent. Nous avons également examiné les données des systèmes d'information géographique accessibles au public sur toutes les villes africaines. Ces informations montrent les espaces verts dans les villes.

Les solutions fondées sur la nature ont fait leurs preuves dans les pays développés et ont aidé de nombreuses villes européennes à s'adapter aux phénomènes climatiques extrêmes et à réduire les risques de catastrophe. Par exemple, les toits verts de Bâle, en Suisse, et de Hambourg, en Allemagne, ont permis de relier les espaces verts et d'accroître la résilience de ces villes aux vagues de chaleur et aux inondations en refroidissant les villes et en absorbant l'eau.

Dans les villes côtières, ces solutions contribuent à protéger les habitats côtiers et les forêts qui offrent des défenses contre les inondations et sont utiles dans la gestion du niveau de la mer. La même approche dans les pays enclavés peut favoriser la reforestation urbaine, qui rafraîchit les villes et améliore la qualité de l'air.

Ces solutions ont également été présentées à l'échelle mondiale comme une approche pour faire face aux phénomènes climatiques extrêmes, tels que les inondations, les sécheresses, les vagues de chaleur urbaines et les émissions de gaz à effet de serre. Leur efficacité dans les zones urbaines dépend de l'échelle de la ville, de sa taille, de ses ressources naturelles et de la manière dont elle est gérée.

Certains objectifs de développement durable ne pourront peut-être pas être atteints sans une adaptation des plans directeurs des villes et de leurs stratégies de développement urbain. L'introduction de solutions fondées sur la nature dans les villes est essentielle si nous voulons protéger l'environnement urbain des catastrophes naturelles et de la hausse des températures. Cela rendra également l'urbanisation plus durable.

Les pays africains doivent de toute urgence intégrer des solutions fondées sur la nature dans leurs villes pour rendre les zones urbaines plus résilientes au changement climatique. Les villes africaines doivent de toute urgence : former les responsables municipaux à la mise en place de projets de solutions fondées sur la nature améliorer la façon dont les villes sont gouvernées afin que la planification urbaine inclue toujours des solutions basées sur la nature ; collaborer avec d'autres villes africaines et promouvoir ce qui a fonctionné ailleurs.

Ces mesures s'adressent aux dirigeants municipaux, aux urbanistes et aux décideurs en matière de développement. Ce n'est qu'en verdissant nos villes que nous minimiserons les pertes sociales et économiques qui vont de pair avec le changement climatique.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Commerce

Le renouveau des marchés au Togo

Depuis quelques temps, les autorités togolaises se concentrent intensément sur la construction de marchés modernes pour répondre aux besoins des populations. Leur ambition est de doter chaque région d'installations améliorées, assurant une sécurité renforcée et des conditions sanitaires optimales. La disponibilité de ces marchés vise à améliorer les conditions de travail des commerçants et à dynamiser l'économie locale.

• Hélène Martelot

La construction du grand marché central de la ville de Sokodé a été récemment achevée. La ministre du Commerce a rencontré à la mi-juillet les acteurs concernés pour l'opérationnalisation imminente de cette infrastructure. Le marché, d'une capacité d'accueil d'environ 1 200 places, se compose de boutiques, de magasins de stockage et de bâtiments connexes, répondant aux besoins des plus de 795 500 habitants de la région Centrale. Conjointement financé par le gouvernement togolais et la Coopération allemande via la KfW, ce marché s'ajoute à la liste des infrastructures commerciales modernes, comme le marché de Kpalimé dans la région des Plateaux, opérationnel depuis mars 2023.

La reconstruction du grand marché de Lomé

La reconstruction du Grand marché de

Lomé, ravagé par un incendie en 2013, est également en cours. Lancé en 2017, le projet d'appui à la reconstruction des marchés et aux commerçants de Kara et de Lomé (Parmco) a vu les travaux débuter en 2020, atteignant aujourd'hui un taux d'avancement de 58%. Les travaux comprennent déjà la réalisation des gros œuvres, des systèmes de protection-incendie et des infrastructures électriques. Les prochaines étapes incluront l'installation des équipements finaux et des structures de protection incendie. D'un coût total de plus de 11,4 milliards de FCFA, le



marché rénové comprendra cinq niveaux et pourra accueillir un grand nombre de commerçants et d'activités variées.

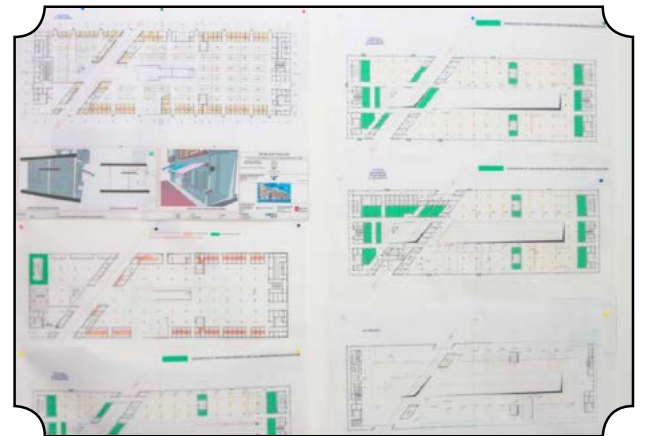
Le nouveau marché

central de Kara

Le nouveau marché central de Kara, inauguré le 24 avril 2023, s'étend sur une superficie de 5,72 hectares et

peut accueillir jusqu'à 9 500 personnes. Ce marché moderne, établi sur trois niveaux, comprend 736 étales, 72 boutiques, des locaux pour banques

et assurances, des magasins de grossistes, des chambres froides, une unité de police et une infirmerie. Doté d'un système de sécurité conforme aux normes internationales, il intègre des mécanismes de lutte contre les incendies et des voies d'accès pour les services d'urgence. La modernisation des infrastructures commerciales dans différentes régions contribue à répondre aux besoins croissants des populations, tout en assurant leur sécurité et en améliorant les conditions sanitaires.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Togo / investissements du secteur privé

26 millions de dollars pour développer les filières agricoles

Au Togo, la deuxième phase du Projet de transformation agro-alimentaire devrait inciter le secteur privé à investir dans des secteurs agricoles clés du pays.

● Joël Yanco

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé le 19 juillet 2024 à Abidjan, un prêt de 26,55 millions de dollars américains au Togo pour mettre en œuvre la deuxième phase du Projet de transformation agro-alimentaire. Il s'agit de doter le pays d'un pôle industriel pour la transformation des produits agricoles, de mettre en place une zone d'activité pour offrir des opportunités aux jeunes et aux femmes de la région de la Kara (Nord) et des Savanes (extrême Nord du pays). Le projet permettra également d'attirer des investissements privés conséquents dans les filières agricoles clés comme le riz, le maïs, le soja, le sésame, la noix de cajou et le poulet de chair. Les ressources qui proviennent de la Facilité d'appui à la transition, un mécanisme du Groupe de la Banque africaine de développement destiné aux États en transition permettront de réaliser les investissements qui vont favoriser une croissance agricole inclusive, créatrice d'emplois et



réductrice des importations alimentaires dans ce pays d'Afrique de l'Ouest au bord de l'océan Atlantique. « En plus de la consolidation des acquis de la première phase du projet, il est apparu indispensable de compléter l'architecture du Projet de transformation agroalimentaire du Togo (Agropole Togo), à travers une deuxième phase. Celle-ci va se focaliser sur la construction et l'opérationnalisation du parc agro-industriel (hub central) notamment la construction d'un réseau d'infrastructures (voiries et réseaux divers, bâtiments administratifs, électrification, eau, fibre optique) créant ainsi des conditions favorables à l'installation des entreprises privées », a expliqué le responsable pays de la Banque africaine de développement au Togo, Wilfrid Abiola dans un communiqué de presse. Le projet permettra notam-

ment d'appuyer la création et l'opérationnalisation de la Société de gestion de l'agro-parc et la construction d'un parc agro-industriel à Broukou (préfecture de Doufelgou, au Nord du pays) par l'ouverture de voiries, la construction de réseaux de distribution électrique et d'éclairage public, la construction d'un bloc administratif, financier, de protection civile et de contrôle d'accès. Le projet va aussi permettre d'acquérir de petits matériels agricoles pour les sites maraichers notamment pour les femmes. Il est également prévu de renforcer les capacités des producteurs agricoles, y compris des femmes dans la production, la transformation, la conservation, le marketing pour la recherche de débouchés et la commercialisation des produits agricoles.

Agriculture

Un nouveau soutien du FIDA pour renforcer l'agroécologie

Le secteur agricole togolais bénéficie d'un nouveau soutien significatif du Fonds international de Développement agricole (FIDA) avec une enveloppe de 2,4 millions de dollars, soit environ 1,5 milliard FCFA. Cette initiative vise à promouvoir le maraîchage agroécologique à travers le Projet de soutien à la promotion du maraîchage agroécologique paysan au Togo (ProsMAT).

L'accord de financement a été signé par Kabore Jean Pascal, directeur pays du FIDA, et Ayéfoumi Olou-Adara, président du conseil d'administration de la Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP). Le ProsMAT se concentrera sur l'appui technique aux maraichers dans 16 préfectures réparties sur les six régions agricoles du pays, encourageant l'adoption de pratiques de production agroécologique. Ce projet vise non seulement à améliorer les rendements et la qualité des légumes tout en réduisant la

pollution des sols et de l'eau, mais aussi à réduire les pertes post-récoltes et à faciliter la commercialisation des produits maraichers agroécologiques. Une attention particulière sera portée aux unités de transformation gérées par des coopératives de femmes et des entreprises de jeunes, renforçant ainsi l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le secteur agri-

cole. Le projet, d'une durée de 40 mois, ambitionne de toucher près de 10 000 agriculteurs, dont 58% de femmes. Cette initiative est un pas important vers la sécurité alimentaire et la durabilité des pratiques agricoles au Togo, tout en soutenant l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le secteur agricole.

Hélène Martelot



Tournée nationale

L'ARCEP et les opérateurs à l'écoute des consommateurs

Au Togo, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) a lancé la 4ème édition de sa tournée nationale le 5 août 2024, en collaboration avec les opérateurs économiques. Prévue du 8 au 23 août 2024, cette tournée s'étendra sur tout le territoire togolais.

● Hélène Martelot

Sous le thème "L'ARCEP à l'écoute des consommateurs, des populations et des municipalités", l'initiative vise à assurer le bien-être des consommateurs et à promouvoir une collaboration étroite avec les opérateurs économiques du secteur des télécommunications. Plutôt que d'adopter une approche statique, l'ARCEP a choisi de rencontrer directement les populations pour recueillir leurs avis et améliorer les services. Kader Ouro Agoro, directeur juridique et protection des consommateurs de l'ARCEP, a déclaré : « Nous avons souhaité aller vers les populations avec les opérateurs, ceux qui offrent les services, pour qu'ils écoutent eux-mêmes et qu'ensemble, nous trouvions comment améliorer la vie des consommateurs de services de communication électronique. » La tournée mettra un accent particulier sur la sensibilisation des consommateurs à leurs droits. Les procédures à suivre en cas de violation de droits, ainsi que les institutions à contacter pour déposer des plaintes, seront expliquées. Les opérateurs sont tenus d'avoir un système de recueil et de traitement



des plaintes et réclamations, et respectent les normes de qualité. Les activités de la tournée seront organisées en deux formats principaux : des séances en salle de conférence avec les représentants des associations de consommateurs pour des échanges et des formations, et des émissions interactives sur les radios communautaires, permettant une communication transparente et efficace. Outre l'ARCEP et les opérateurs économiques, l'association togolaise des consommateurs fait également partie de la délégation qui débutera ses activités sur le terrain à partir du 8 août 2024.



Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (n) estim. Le Togo en chiffres ; mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo		Principaux fournisseurs	
Principaux clients (>% des exportations)		Principaux fournisseurs (% des importations)	
	2020		2020
Burkina Faso	33,9	Chine	20,3
Bêni	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Chana	5,6
Côte d'Ivoire	8,1	Japon	4,3
		République	3,6
		Allemagne	3,5

Indicateurs du commerce extérieur		2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (% du PIB)						
Balance commerciale (hors services) (millions USD)		66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)		-26,5	-44,8	-78,2	-75,7	n/a
Importations de biens et services (millions USD)		422	502	426	506	n/a
Exportations de biens et services (millions USD)		3,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Importations de biens et services (% du PIB)		6,7	4,7	2,0	2,1	4,7
Exportations de biens et services (% du PIB)		40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial		2016	2017	2018	2019	2020
Valeurs du commerce extérieur						
Importations de biens (millions USD)		2.362	1.878	2.116	2.483	2.184
Exportations de biens (millions USD)		1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)		397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)		530	531	589	576	451

Groupe de la Banque Africaine de Développement

Département des Services Généraux et des Achats
Division des Achats Institutionnels**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT****INVITATION A SOUMISSIONNER POUR LA FOURNITURE D'ACCES
INTERNET PAR LIEN FIBRE OPTIQUE POUR LES LOCAUX DE LA BANQUE
AFRICAINNE DE DEVELOPPEMENT A ABIDJAN****REF.: ADB/ITB/TCGS/2024/0128**

1. La Banque Africaine de Développement (la "BAD" ou la "Banque") invite, par le présent Avis, les entreprises éligibles à participer à cet appel d'offres pour la fourniture d'accès internet par lien fibre optique pour les locaux de la Banque africaine de développement à Abidjan
2. Sont éligibles, les sociétés constituées conformément à la législation d'un pays membre de la Banque, dont la majorité du capital social est détenue par des ressortissants des pays membres de la Banque et ayant leur principal centre d'activités dans l'un de ces pays dont la liste est fournie à l'adresse www.afdb.org.
3. Le dossier de Demande de Propositions est téléchargeable sur le site de la Banque à partir du lien suivant : <https://www.afdb.org/en/about-us/corporate-procurement>
4. Les entreprises intéressées doivent s'enregistrer à l'adresse tender@afdb.org, en précisant le titre et la référence de la Demande de Propositions.
5. Ce processus de passation des marchés est mené via la plateforme d'appel d'offres en ligne de la Banque. Les soumissionnaires potentiels doivent être préalablement enregistrés dans la base de données des fournisseurs de la Banque afin de pouvoir soumissionner. Les soumissionnaires intéressés peuvent s'enregistrer en utilisant le lien ci-dessous : https://eprocurement.afdb.org/sap/bc/webdynpro/sap/zsup_reg_submit#
6. Tous les dossiers doivent être soumis à l'adresse ci-dessus, au plus tard **le 19 août 2024 à 17h00, heure locale d'Abidjan** via la plateforme d'appel d'offres en ligne de la Banque : <https://eprocurement.afdb.org/irj/portal>.
7. Les questions techniques pour l'utilisation de la plateforme devront être adressées à tender_assistance@afdb.org

Appui budgétaire

Le FAD octroie un prêt de 60 millions de dollars au Bénin

Outre l'amélioration du climat des investissements, l'appui budgétaire permettra au Bénin d'investir dans le secteur agro-industriel, essentiel pour son développement socioéconomique.

● Nicole Esso

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement, le guichet concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement, a approuvé, le 18 juillet 2024 à Abidjan, un prêt de 60 millions de dollars à la République du Bénin pour financer la deuxième phase du Programme d'appui à la gouvernance économique et au développement du secteur privé (PAGE-DSP II). Ce financement porte à plus de 100 millions de dollars le montant total octroyé au Bénin à travers un appui budgétaire programmatique qui couvre les années fiscales 2023 et 2024. Le programme a pour objectif d'accroître la



contribution du secteur privé à l'économie nationale à travers l'amélioration du climat des affaires, l'appui au secteur agroalimentaire et le renforcement de l'action climatique. Grâce à ce programme, les investissements privés au Bénin seront portés à 30,2 % du PIB en 2024 (contre 29,9% en 2022) et les délais de paiement des créances des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) par l'État seront réduits de 200 à 60 jours. « Le Fonds africain de développement est heureux d'accompagner les ambi-

tieuses réformes du gouvernement, faisant du Bénin un pays à la pointe de l'action climatique et de la création d'un environnement favorable au secteur privé. La Banque se tient également aux côtés du Bénin pour continuer à accompagner les remarquables innovations financières qui ont permis au gouvernement béninois de mobiliser des ressources importantes sur l'ensemble des marchés financiers », a déclaré Robert Masumbuko, le chef du bureau pays de la Banque au Bénin.

Formation

Une formation en ligne sur l'internationalisation des entreprises

L'implantation, le marketing et les ressources humaines sont quelques-uns des facteurs à prendre en compte pour assurer l'expansion d'une entreprise à l'international.

Le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), un institut français spécialisé dans les sciences industrielles et sociales, propose un cours en ligne ouvert à tous (MOOC) sur la stratégie d'internationalisation des entreprises. Le cours cherche à aider les entrepreneurs à apprendre comment contribuer au développement international de leur entreprise afin de passer de la PME à la grande entreprise. La participation à ce MOOC n'exige aucun prérequis. Il s'adresse au grand public ainsi qu'aux cadres non spécialistes des affaires internationales dans les grandes ou petites entreprises. Il s'adresse également aux étudiants en ressources humaines, marketing, communication et média, socio-



logie, droit, recherche et développement, management de projet, aux responsables supply chain et achats, aux responsables informatique et réseau, ainsi qu'à l'ensemble des ingénieurs. Ce MOOC aborde quatre sessions autour des défis des contextes internationaux, des paramètres stratégiques de l'internationalisation, des études et

implications, notamment marketing, de chaque mode d'entrée, et du passage de la distribution dans chaque marché à la gestion des ressources humaines à l'international. Le cours, présenté en français, débutera le 16 septembre et les inscriptions, déjà ouvertes, vont jusqu'au 27 octobre.

Avec Agence Ecofin

Afrique subsaharienne

Le Conseil d'administration du FMI valide la création d'un nouveau siège

En octobre 2023 après d'intenses plaidoyers, la directrice du FMI Kristalina Georgieva avait annoncé la création d'un 3ème siège pour l'Afrique. Ce siège qui sera attribué à la région subsaharienne vise à en améliorer la représentativité au sein de l'institution.

Le Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international, la plus haute instance décisionnelle de l'institution, a adopté une nouvelle résolution visant à ajouter un 25ème siège destiné à l'Afrique subsaharienne. Cette résolution qui augmente de fait le nombre de directeurs exécutifs au sein du Conseil d'administration du FMI, fait suite à

l'appel lancé par le Comité monétaire et financier international lors des réunions annuelles de 2023 à Marrakech, demandant la création d'un nouveau siège pour améliorer la représentation de l'Afrique subsaharienne et équilibrer la représentation régionale au Conseil. Elle s'inscrit dans le cadre d'un plaidoyer plus large lancé par les pays africains en vue d'améliorer leur



représentativité non seulement au sein du FMI, mais également au sein de toute

Burkina Faso

39 millions USD de la BAD pour soutenir la résilience des jeunes et des femmes

À travers cet ambitieux projet, la Banque africaine de développement entend prévenir la radicalisation des jeunes au Burkina Faso en leur donnant une alternative à la violence.

● Wilson Lawson

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé le 19 juillet 2024 à Abidjan, l'octroi d'un prêt de 39,2 millions de dollars américains au Burkina Faso afin de contribuer à la mise en œuvre du Projet multisectoriel d'appui au développement des compétences pour la résilience. Le pays fait face depuis une décennie à une crise multiforme marquée par l'insécurité. Avec respectivement 13,2 millions de dollars et 26 millions de dollars, le Fonds africain de développement, le guichet de prêts à taux concessionnels du Groupe de la Banque africaine de développement et la Facilité d'appui à la transition, un mécanisme du Groupe de la Banque destiné aux États en transition, sont les principaux contributeurs à ce projet exceptionnel pour les jeunes et les femmes dans un contexte de crise sécuritaire. Au total, le projet devrait créer au moins 20 000 emplois (directs et indirects) et atteindre indirectement 175 000 bénéficiaires. « Le projet arrive à point nommé, dans un contexte sécuritaire et social difficile marqué par un nombre élevé de personnes déplacées internes et une jeunesse confrontée au chômage et au sous-emploi et donc vulnérable face aux terroristes », a déclaré Daniel Ndoye, chef du bureau pays de la Banque au Burkina Faso. « À travers ce projet, le Groupe de la Banque africaine de développement soutient le Burkina Faso dans ses efforts de réduction de la vulnérabilité des jeunes et des femmes par la création d'emplois décents et l'accès aux services sociaux de base », a-t-il ajouté. Le projet focalisera sur les for-



mations aux métiers à travers des formations modulaires qualifiantes et des formations ciblées aux métiers et renforcera les compétences entrepreneuriales des bénéficiaires. Au moins, 61 830 personnes affectées par la crise sécuritaire vont pouvoir développer et renforcer leurs compétences grâce à ces formations. En plus des modules sur les droits de l'homme et la consolidation de la paix, toutes les formations intégreront des modules sur les compétences de vie (« Soft Skills » et « réarmement moral »), l'éducation civique, la valorisation et l'adoption de technologies climato-résilientes y compris des solutions basées sur la préservation de la nature. Il est aussi prévu l'incubation de 800 jeunes formés porteurs de projets d'entreprise, le renforcement de capacités de 35 centres de formation professionnelle (formation des formateurs) et leur équipement. Il est aussi prévu l'équipement de quatre incubateurs, dont l'incubateur de l'Agence de financement et de promotion des petites et moyennes entreprises (AFP-PME) et trois autres incubateurs au sein des centres de formation professionnelle de la zone d'intervention du projet. Le projet appuiera également l'installation d'au moins 5 000 personnes formées, financera les initiatives de 1 200 jeunes incubés ainsi que 2 000 micros, petites et moyennes entreprises détenues par des femmes. Il

appuiera des projets portant sur la construction et l'opérationnalisation de 1 000 poulaillers et 1 000 enclos pour petits ruminants. Pour l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base, le projet va soutenir le renforcement des capacités des structures en charge de l'éducation, de la formation et de la santé en les dotant d'équipements pédagogiques et de santé, de kits d'accouchement et de première nécessité et en leur accordant des formations, etc. notamment dans les zones à forts défis sécuritaires. Enfin, le projet financera des équipements pour renforcer le dispositif des cours à distance de l'université de Koudougou (Centre-Ouest) qui accueille actuellement le plus grand nombre d'étudiants déplacés internes. Au total, 1 000 étudiants déplacés internes bénéficieront d'ordinateurs afin de leur permettre de continuer d'avoir accès aux cours en ligne en cas d'inaccessibilité physique des locaux de l'université de Koudougou. Le projet sera mis en œuvre dans sept régions du pays, à savoir, le Sahel, le Centre-Nord, le Nord, l'Est, la Boucle du Mouhoun, le Sud-Ouest et les Hauts-Bassins. Quatre autres ont été identifiées comme zones de remplacement (Centre, Centre-Est, Centre-Ouest et Plateau central), au cas où le projet serait confronté à des défis liés à l'accessibilité des régions prioritaires.

Avec Agence Ecofin

mardi 6 août 2024

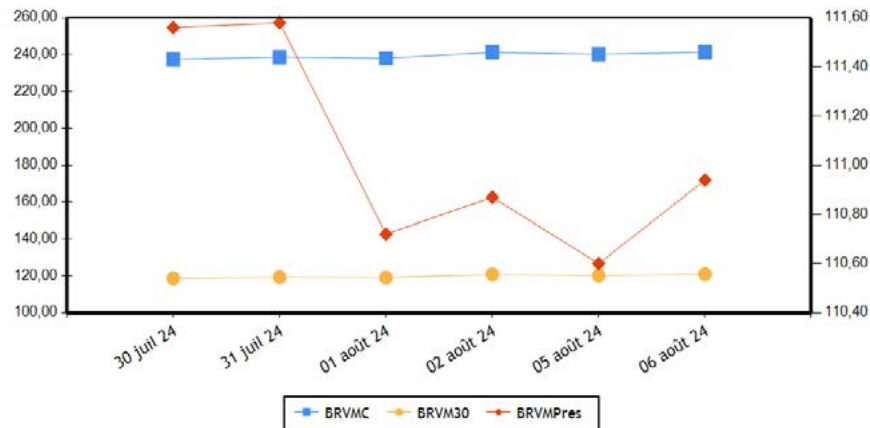
N° 149

BRVM COMPOSITE	241,46
Variation Jour	0,53 %
Variation annuelle	12,75 %

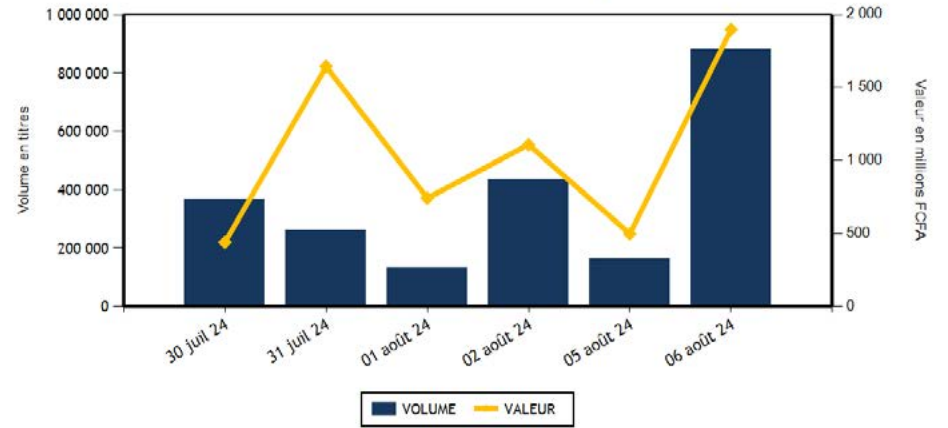
BRVM 30	120,92
Variation Jour	0,61 %
Variation annuelle	12,12 %

BRVM PRESTIGE	110,94
Variation Jour	0,31 %
Variation annuelle	9,33 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 982 809 858 384	0,53 %
Volume échangé (Actions & Droits)	704 510	331,62 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	303 572 413	-39,16 %
Nombre de titres transigés	39	-9,30 %
Nombre de titres en hausse	14	-6,67 %
Nombre de titres en baisse	9	-52,63 %
Nombre de titres inchangés	16	77,78 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
VIVO ENERGY CI (SHEC)	935	7,47 %	18,35 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 385	5,07 %	32,50 %
SICABLE CI (CABC)	1 000	2,04 %	-9,91 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	13 300	1,92 %	22,02 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	665	1,53 %	-20,83 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	110,94	0,31 %	9,33 %	19 820	144 824 465	8,06
BRVM-PRINCIPAL	36	117,02	0,80 %	12,56 %	684 690	158 747 948	9,67

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	106,07	-0,42 %	4,99 %	14 366	57 907 655	7,45
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	626,45	0,85 %	17,87 %	10 970	86 455 325	9,15
BRVM - FINANCES	15	95,33	0,03 %	10,31 %	637 840	100 000 498	6,25
BRVM - TRANSPORT	2	316,64	0,00 %	-4,33 %	5 632	7 058 640	4,10
BRVM - AGRICULTURE	5	167,40	-0,62 %	3,61 %	2 631	12 488 800	11,92
BRVM - DISTRIBUTION	7	344,09	3,15 %	4,84 %	33 008	39 615 855	40,73
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	894,56	0,00 %	-19,44 %	63	45 640	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,63
Taux de rendement moyen du marché	7,89
Taux de rentabilité moyen du marché	9,72
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	148
Volume moyen annuel par séance	372 743,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 113 021 741,25

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	11,06
Ratio moyen de satisfaction	58,14
Ratio moyen de tendance	525,43
Ratio moyen de couverture	19,03
Taux de rotation moyen du marché	0,06
Prime de risque du marché	5,84
Nombre de SGI participantes	32

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Bourses

Les marchés se calment après un lundi noir

Ils tentent de se persuader aujourd'hui que les craintes d'une violente récession aux États-Unis étaient infondées.

Les Bourses japonaise et européennes rebondissent mardi, après qu'un vent de panique s'est saisi des marchés financiers la veille. Lundi, la baisse des indices boursiers a touché toutes les grandes places financières du monde, à commencer par une chute vertigineuse à Tokyo. La Bourse de New York, qui donne le la sur les marchés financiers, a conclu sur une chute brutale, deux de ces trois principaux indices ayant connu leur pire séance en deux ans. Mais «un retournement de tendance s'opère mardi» sur les marchés financiers, commentent les analystes de Deutsche Bank. Les marchés se tempèrent après l'anxiété générée par la publication vendredi d'un rapport sur l'emploi aux États-Unis qui a déçu les attentes.

La banque centrale américaine accablée

Face à un taux de chômage en plus forte hausse qu'anticipé et à un nombre de créations d'emplois moins élevé qu'attendu, le marché avait craint d'y voir le signal d'un trop fort ralentissement de l'économie américaine, avec pour coupable, la politique monétaire menée par la banque centrale américaine (Fed). La Fed a augmenté ses taux à leur plus haut depuis vingt ans dans l'objectif de



freiner l'économie américaine et d'enfin réussir à faire baisser l'inflation à 2%, après qu'elle s'est envolée à son plus haut niveau en 40 ans en juin 2022, à 9,5% sur un an. Alors qu'une première baisse des taux, très attendue des investisseurs, approche, les marchés craignent que la Fed n'ait attendu trop longtemps pour agir, prenant ainsi le risque de faire plonger l'économie américaine en récession à force d'appuyer sur le frein. «Le changement de tendance» observé sur les marchés mardi «semble coïncider avec les commentaires d'Austan Goolsbee», le président de la Réserve fédérale de Chicago, qui a déclaré à CNBC la veille que les données sur l'emploi «ne ressemblent pas pour le moment à une récession» et que la Fed «pouvait attendre d'autres données avant la réunion de septembre», soulignent les analystes de Deutsche Bank.

Pas si mauvais que craint

Par ailleurs, l'activité dans les services aux États-Unis est repartie en croissance au mois de juillet, selon un indicateur publié lundi et cette donnée «pourrait bien avoir également contribué à persuader les marchés que le rapport sur l'emploi n'est pas si mauvais que ce qu'ils craignaient», ont-ils poursuivi. À Tokyo l'indice boursier principal, le Nikkei, s'est donc envolé mardi de 10,23% au lendemain d'une chute de 12,4% et de sa pire dégringolade en nombre de points de son histoire. En Europe, au lendemain d'une clôture en nette baisse, les principales places boursières rebondissent aussi. Vers 09h35, heure suisse, Francfort reprenait 0,77%, Londres 0,47%, Amsterdam 0,76%, tandis que Paris ne grappillait que 0,10%. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt des emprunts de l'État américain à dix ans évoluait à 3,87%, contre 3,79% lundi. L'Allemagne à même échéance était à 2,22% contre 2,19%.

(AFP)

Notation

S&P abaisse la note de l'Ukraine, à un cran désormais du défaut de paiement

L'agence de notation américaine a abaissé vendredi la note de la dette à long terme de l'Ukraine à "SD", ou défaut partiel, en raison du non-remboursement jeudi d'une partie d'une euro-obligation qui arrivait à échéance.

C'est une autre guerre pour l'Ukraine. Et celle-ci est financière. L'agence de notation S&P a abaissé vendredi la note de la dette à long terme de l'Ukraine à «SD», ou défaut partiel, en raison du non-remboursement jeudi d'une partie d'une euro-obligation qui arrivait à échéance. «L'Ukraine a l'intention de lancer la restructuration formelle de certaines de ses euro-obligations par le biais d'une offre d'échange», a détaillé S&P. L'agence a précisé que «le gouvernement a décidé de suspendre les paiements sur les obligations concernées avant la restructuration» et n'a donc «pas effectué le paiement du coupon de son euro-obligation» qui était dû jeudi. «Nous ne prévoyons pas le

paiement dans le délai de grâce contractuel de 10 jours ouvrables de l'obligation», a estimé l'agence de notation. L'Ukraine avait annoncé le 22 juillet avoir conclu un accord préliminaire sur la restructuration d'une partie de sa dette pour un montant de 20 milliards de dollars, alors que le pays fait face depuis deux ans et demi à une invasion russe. Le ministère ukrainien des Finances avait précisé que Kiev était parvenu à «un accord de principe» avec un groupe de créanciers privés internationaux pour restructurer treize séries d'euro-obligations. Cela permettra au pays d'économiser 11,4 milliards de dollars au cours des trois prochaines années et 22,75 milliards d'ici 2033.

S'endetter pour se

défendre

S&P a précisé qu'elle pourrait relever à nouveau la note après la finalisation de la restructuration de la dette, ainsi que «dans le cas peu probable où l'Ukraine reprendrait le paiement de son obligation en défaut, au lieu de l'échange de la dette». Le 24 juillet, Fitch avait également abaissé d'un cran la note de la dette à long terme de l'Ukraine, à «C». L'Ukraine a bénéficié depuis le début de l'invasion russe en 2022 d'un important soutien financier international mais a également dû s'endetter pour assurer sa défense, maintenir les services publics à flot, payer les salaires de fonctionnaires et assurer la prise en charge des déplacés internes.

Avec latribune.fr

États-Unis

Google condamné pour avoir instauré un monopole

Le géant du web a notamment été épinglé pour des pratiques portant sur son moteur de recherche, imposé comme logiciel par défaut sur des appareils.

Le géant américain du numérique a été reconnu coupable de pratiques anticoncurrentielles concernant son moteur de recherche, notamment via des contrats l'imposant comme logiciel par défaut sur des appareils, selon une décision rendue mardi par un juge de Washington. Selon les documents que l'AFP a pu consulter, le juge a estimé que, «après avoir étudié attentivement les témoignages et les preuves, la cour est arrivée à cette conclusion: Google est un monopole et il a agi de manière à maintenir ce monopole». Une nouvelle audience devra déterminer le montant de l'amende infligée à l'entreprise. Le groupe de Mountain View (Californie) était accusé d'avoir versé des dizaines de milliards de dollars, jusque 26 milliards de dollars uniquement l'année dernière, pour s'assurer que son moteur de recherche soit celui par défaut sur un certain nombre de smartphones et de navigateurs internet, l'essentiel de cette somme étant versée à Apple.

Une «victoire historique pour le peuple américain»

«Les accords de distribution signés par Google préemptent une part importante du marché des moteurs de recherche



et empêchent ses rivaux d'opportunités pour venir le concurrencer», a justifié le juge dans sa décision. Déjà malmené par la chute des marchés financiers au niveau mondial, le titre d'Alphabet, maison-mère de Google, a renforcé ses pertes et terminé en recul de 4,61% à la clôture de Wall Street, à 160,64 dollars. Dans un communiqué, le ministre américain de la Justice, Merrick Garland, a qualifié la décision de «victoire historique pour le peuple américain». «Aucune entreprise n'est au-dessus des lois, le département de la Justice continuera à faire appliquer nos lois contre les pratiques anticoncurrentielles», a-t-il ajouté.

Google compte faire appel

Google, par une déclaration de son président des affaires mondiales Kent Walker, a de son côté estimé que la décision reconnaissait «que Google propose le meilleur moteur de recherche mais conclut que nous ne

devrions pas être autorisés à le rendre facilement disponible». «Dans ces conditions nous comptons faire appel», a ajouté Kent Walker. Le département américain de la Justice estimait que les accords de distribution enfreignaient le droit de la concurrence, considérant ces contrats comme illégaux. Durant le procès, qui s'était achevé début mai à Washington, le juge avait exprimé des doutes quant à la démonstration du gouvernement mais aussi concernant la défense de Google, se demandant comment un moteur de recherche rival aurait la capacité de payer le prix fort à Apple pour obtenir une position privilégiée sur ses appareils. Google a par ailleurs assuré que les recherches effectuées sur Amazon, Facebook ou encore Expedia (voyagiste) relevaient de la concurrence à son moteur de recherche, rendant de facto la position du géant de la tech beaucoup moins importante.

Avec lematin.ch

Corruption au Congo

Glencore condamnée par la justice suisse à payer 150 millions de dollars

Après quatre ans d'enquête, le géant suisse des matières premières doit payer une grosse compensation.

Le Ministère public de la Confédération (MPC) vient de clore une enquête de quatre ans contre la multinationale Glencore. Celle-ci se voit condamnée à une amende de 2 millions de francs suisses et à une créance compensatrice de 150 millions de dollars. La société a renoncé à faire recours. Selon le communiqué publié ce lundi, le MPC fait état d'une ordonnance pénale du 5 août 2024, qui condamne Glencore «au titre de sa responsabilité d'entreprise du fait de son absence de prise de quelconques mesures d'organisation raisonnables et nécessaires pour empêcher la corruption d'agents publics congolais par son partenaire commercial. Cette corruption par ce dernier est intervenue en 2011 en relation avec son acquisition de participations



minoritaires au-dessous de leur valeur de la société minière nationale de RDC». Le communiqué poursuit: «En ce qui concerne les autres éléments partiels relatifs à l'activité de Glencore en RDC entre 2007 et 2017 en matière d'exploitation de ses mines, qui ont fait l'objet de l'enquête du MPC, celui-ci a simultanément émis une ordonnance de classement».

Collaboration avec les Pays-Bas

«Parallèlement à la présente procédure pénale du MPC, note le communiqué, les au-

torités néerlandaises (Dutch Public Prosecution Service, DPPO) avaient ouvert une enquête pénale contre Glencore pour suspicion de corruption en relation avec l'acquisition de droits miniers en RDC. Le MPC et le DPPO ont travaillé en étroite collaboration dans ce contexte et ont coordonné leurs investigations». Les ordonnances publiées aujourd'hui mettent «un terme à l'enquête pénale du MPC contre Glencore pour la responsabilité pénale de l'entreprise en relation avec l'acquisition et l'exploitation des sociétés minières en RDC entre 2007 et 2017». Glencore n'a pas voulu jouer les prolongations et déclare renoncer à faire appel contre l'ordonnance pénale ainsi que contre l'ordonnance de classement.

Avec lematin.ch

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
12 ^{ème} édition des Rencontres Africa	09 au 11 juillet 2024	contact@rencontresafrika.org +33 (0) 472591010	Palais des Congrès Cotonou
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
4 ^{ème} édition du Salon Africain de l'Education (SAED)	15 au 22 septembre 2024	Grande Esplanade de l'Hôtel de Ville de Yaoundé Email: saed@jusa.africa Tél : 670 361 082 / 690 621 036 / 620 241 133	La JUSA et ses Partenaires
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistebenin.com	L'Economiste du Bénin

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistebenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Avec Uranus en cet aspect, vous aurez tout intérêt à vous montrer extrêmement prudent sur le plan financier. Votre situation ne semble pas menacée, excepté si vous vous acharnez à la déséquilibrer. Ce sont en effet vos décisions qui risquent de se révéler inadaptées ou trop hâtives.

Taureau L'appel de l'argent facile résonnera à vos oreilles comme un chant de sirène. Vous serez tenté de vendre vos meubles, pour ainsi dire, ou de faire l'impasse sur votre petit déjeuner pour acheter des billets du Loto ou du Tac-o-Tac. Ressaisissez-vous, ne courez pas après un leurre !

Gémeaux Soyez réaliste : voyez la situation telle qu'elle est effectivement et non comme vous voudriez qu'elle soit. Ce ne sera pas le moment de faire certains achats qui ne sont pas absolument indispensables.

Cancer Même en l'absence de dissonances astrales, l'influence d'Uranus et de Neptune dans le secteur finances doit vous inciter à la prudence. Uranus a souvent tendance à provoquer des imprévus qui ne sont pas toujours faciles à gérer. Neptune, lui, brouille votre raisonnement et peut nuire à la clarté de vos idées.

Lion Concernant les finances, la journée sera difficile pour beaucoup d'entre vous, et il faudra prendre des mesures énergiques pour endiguer une hémorragie susceptible de déséquilibrer sérieusement votre budget. Vous n'aurez pas intérêt à investir dans l'immobilier en ce moment, même si c'est votre péché mignon, car vos chances seront pratiquement nulles.

Vierge Vos finances seront dans l'ensemble protégées par Pluton. Vous serez à l'abri des difficultés, à condition, bien sûr, de ne pas prendre trop de risques. Offrez-vous quelques petits extras afin de maintenir votre moral, mais ne vous ruinez pas pour autant ! Pour les natifs les plus prudents, la journée pourra apporter une bonne surprise. Un placement va se mettre à rapporter gros.

Balance Restez discret sur ce que vous entreprenez et n'hésitez pas à vous lancer, en mesurant bien les risques, dans une spéculation boursière ou immobilière. Vous pourrez réussir une opération spectaculaire qui vous ferait des envieux.

Scorpion D'un côté, l'impact de Saturne vous incitera à réorganiser votre gestion financière, ce qui est plutôt positif. Mais de l'autre, sous l'influence de Neptune mal aspecté, vous risquez de faire le mauvais choix par excès d'optimisme ou, au contraire, de rater les bonnes occasions parce que vous hésitez trop longtemps avant de réagir. Une seule solution : faites-vous conseiller par des personnes compétentes.

Sagittaire Cette journée est celle où tout pourra basculer sur le plan financier, et ceci dans le bon sens ! En effet, Saturne, ce visiteur éminemment positif, va enfin vous aider à améliorer votre situation. Une rentrée d'argent plutôt inattendue sera dans l'air. Si vous avez des placements, surveillez-les de plus près de manière à mieux les rentabiliser.

Capricorne Attention : Uranus risque de vous rendre très dépensier ou de vous entraîner dans des investissements aventureux. Evitez de céder à ces tentations, sous peine de voir la chance se retourner contre vous.

Verseau Le secteur de l'argent subira l'influence de Pluton, planète très positive sur le plan financier. Lorsque Pluton joue en notre faveur, il peut faire affluer jusqu'à nous de très grosses sommes. Il faudra simplement faire attention à un point : si vous prenez trop de risques, si vous jouez avec le feu, Pluton pourra se retourner contre vous. Les natifs qui accumuleront les dépenses et les folies risquent alors de le payer cher !

Poisson La Lune bien aspectée vous offrira la possibilité d'améliorer vos revenus. Vous devrez pour cela investir ; mais n'hésitez pas, vos gains dépasseront de beaucoup votre mise initiale. Mais il serait prudent de consulter des spécialistes.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



JOURNÉES NATIONALES DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ
JOURNÉES NATIONALES DES SYSTÈMES D'INFORMATION

 **22 Août**
23 2024

 **Kpalimé**

Conférences–Panels–Ateliers de partage d'expériences
Réseautage–Sport– Dîner Gala

 **+228 90681014 | 96048660**
 **woezon@expertiselocale.com**

Kéran

Une campagne de reboisement lancée à Bassamba

Une cérémonie de mise en terre de plants s'est déroulée le samedi 3 août à Bassamba, à environ 15 km à l'est de Kanté.

Cette activité est initiée par le Comité villageois de développement (CVD) de Bassamba. Elle s'inscrit dans le cadre d'une campagne de reboisement, en collaboration avec les coopératives locales N'Pina, Kakaladi et Timouna. Le projet vise à mettre en terre 1.000 plants de néré et 500 plants de karité sur une superficie de 5 ha. Elle a été rendue possible grâce à l'appui des entreprises "Liyok Green" et "Planter-Entretenir-Exploiter". L'objectif est d'impliquer tous les acteurs notamment les autorités locales, les services déconcentrés, les partenaires techniques et financiers, les ménages, les comités de développement à la base ainsi que les coopératives et associations dans cette lutte permanente contre la déforestation et le changement climatique. Le premier responsable de "Liyok Green", Kangbéni Dambé a félicité toute la communauté de Bassamba pour cette louable initiative en faveur de la protection de l'environnement. « C'est un devoir pour nous de nous



mobiliser aux côtés des communautés locales pour la préservation des écosystèmes naturels y compris les forêts communautaires et les sites sacrés afin d'accompagner les efforts du gouvernement dans sa Politique nationale de l'environnement (PNE) », a précisé M. Kangbéni. Au nom de la communauté, Santy Kouyébékou Innocent a témoigné sa gratitude aux autorités gouvernementales et aux partenaires pour leur constante sollicitude. Il a relevé qu'il est important de vulgariser l'agroforesterie à travers la promotion du reboisement des essences indispensables dans la sauvegarde et la construction des "Takienta", ces cases traditionnelles, caractéristiques du peuple "Otam-

mani". « A cause des activités anthropiques qui mettent en jeu les objectifs visés par l'UNESCO, le couvert végétal du site Koutammakou, classé patrimoine mondial est fortement dégradé. Cette pression accrue sur l'environnement entraîne la destruction de l'écosystème, l'appauvrissement de la diversité génétique ainsi que la détérioration accélérée du cadre de vie des populations locales », a déploré Santy Kouyébékou. Le lancement officiel de cette campagne de reboisement a connu la participation de quelques autorités administratives et traditionnelles. Il a pris fin avec la mise en terre de plants sur une parcelle réservée à l'Ecole primaire publique dudit village. Avec ATOP/PAP/KYA

Bundesliga

Le Bayern Munich va recruter un international allemand contre 30 M€ !

Désireux de renforcer sa défense cet été, le Bayern Munich a misé depuis plusieurs semaines sur Jonathan Tah. Et d'après les dernières informations d'outre-Rhin, le club bavarois toucherait but dans la quête de l'international allemand.

Le Bayern Munich a une couronne à reprendre la saison prochaine. Après onze ans d'hégémonie en Bundesliga avec 11 titres glanés consécutivement, le Rekordmeister a terminé troisième de Bundesliga lors de la dernière cuvée. Une anomalie qui a fait prendre conscience de plusieurs choses qui n'allaient pas pour le board bavarois. Affichant souvent son désarroi l'an dernier et incapable de réveiller une équipe amorphe la saison passée, Thomas Tuchel a été remercié. Plusieurs tacticiens étant disponibles sur le marché, la direction munichoise avait l'embaras du choix. Pour autant, ce dernier a tenté un pari en recrutant

Vincent Kompany. L'ancien roc défensif de la Belgique et de Manchester City sortait d'une première saison compliquée sur un banc de Premier League avec Burnley. Un pari osé qui semble porter ses fruits jusqu'ici avec de la cohérence dans les premiers matches amicaux des Allemands. Mais voilà, pour reprendre sa couronne, les pensionnaires de l'Allianz Arena auront également besoin de se renforcer cet été. Et un secteur était clairement pointé du doigt : la défense. Avec les performances en dents de scie de Dayot Upamecano et Kim min-Jae l'an passé ainsi que les sollicitations pour Matthijs de Ligt, de grands changements se profilaient notamment en

charnière centrale. Le Bayern Munich offre 25 millions d'euros + 5 de bonus pour Jonathan Tah Depuis plusieurs semaines, Jonathan Tah était particulièrement visé pour régler ces maux défensifs. Auteur d'une grosse saison avec le Bayer Leverkusen de Xabi Alonso, le défenseur puissant de 28 ans a aussi réalisé un Euro impeccable aux côtés d'Antonio Rüdiger au sein de la défense de la Mannschaft. Pour toutes ces raisons, il paraissait difficile de voir comment le champion d'Allemagne en titre serait enclin à vendre l'un de ses tauliers. Avec footmercato.net

Togo/ Santé

Une campagne de traitement contre les maladies tropicales négligées

Du 06 au 17 août 2024, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique du Togo, en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) à travers le projet Act to End NTDS-West, organise le premier tour de sa campagne annuelle de traitement de masse (TDM).

Cette initiative vise à combattre trois maladies tropicales négligées : l'onchocercose, la bilharziose et les vers intestinaux. Le traitement de masse cible spécifiquement les enfants d'âge scolaire de 5 à 14 ans. Ces enfants recevront de l'Albendazole, un médicament destiné à traiter les infections par les vers intestinaux. Toute la population âgée de 5 ans et plus bénéficiera du Praziquantel, utilisé pour traiter la bilharziose, une maladie caractérisée par la présence de sang dans les urines, et de l'Ivermectine, destinée à traiter l'onchocercose, également connue sous le nom de cécité des rivières dans les zones endémiques. Le Ministre de la santé et de l'hygiène publique, le professeur Moustafa Mijiyawa, a exprimé sa gratitude envers la population pour son adhésion aux différentes interventions de

santé publique. Il a souligné l'importance de cette campagne pour l'amélioration de l'état de santé de la population togolaise et a encouragé une participation massive à ce traitement de masse. Le Ministre a également exhorté les communautés à accueillir favorablement les agents de santé communautaire qui se chargeront de l'administration des médicaments.

Hélène Martelot

Official press release from the Togolese Ministry of Health and Public Hygiene. It details the mass treatment campaign against neglected tropical diseases (NTDs) from August 6-17, 2024. The campaign targets school children (5-14 years) for deworming, and all populations (5+ years) for bilharziasis and river blindness treatment. It includes a list of target populations and a signature from Professor Moustafa Mijiyawa.

Advertisement for furnished and air-conditioned rooms in Cotonou - Sikecodji. It highlights good internet connectivity and provides contact information: (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Table titled 'Le Togo en chiffres' showing trade data for 2020. It compares exports and imports in USD for various categories like transport equipment, pharmaceuticals, vehicles, and agricultural products. It also includes a small table for 'Produits échangés'.

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION



www.bbhome.com



*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀